

Annexes Médias

Communiqués

DOSSIER

L'OURS ET LES PYRÉNÉES

L'ours, une vache à lait ?

TEXTE ET PHOTOS : CLÉMENT DEBEIR

Un homme qui a vu l'ours. En 1991 ou 1992. Il ne sait plus exactement. Alain Perret produit avec Françoise, son épouse, du fromage de brebis depuis trente ans à Monein, en haut Béarn. Conséquence de la rencontre furtive avec un plantigrade ou pas, quand un petit groupe d'éleveurs a proposé aux Perret de s'associer à la production du fromage Pé Descaous ("celui qui va nu-pieds", surnom béarnais de l'ours), ils ont adhéré au projet instantanément. Fabriqué quotidiennement en période de transhumance dans des zones fréquentées par des ours, ce produit respecte un cahier des charges extrêmement strict. Signe distinctif : l'empreinte d'un ours. Moulée sur une vraie trace relevée dans le massif. "Celle de Ziva, peut-être ?", s'interroge Alain Perret. Autre production, autres acteurs. Dans les Pyrénées centrales, l'Association pour le développement économique et touristique des Pyrénées centrales (ADET) a accompagné le lancement d'une nouvelle appellation : le "brouillard du pays de l'ours", un agneau élevé en montagne, nourri au lait de la mère puis à l'herbe. Avec ce label, Francis Chevillon, berger et éleveur dans l'Ariège, a réalisé "un vieux rêve", remettant au goût du jour "l'idée selon laquelle on se doit de nourrir au mieux la population", souligne-t-il, l'œil malicieux, les mains caressant sa longue barbe grise.

L'ours peut rapporter et ne coûte rien

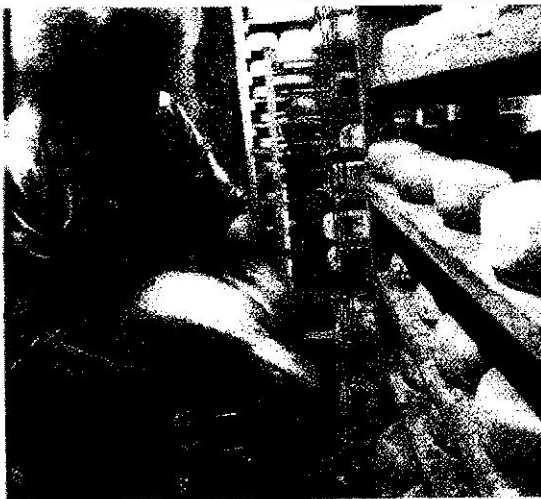
La valorisation des productions. Voilà ce qui a conduit les Perret comme Francis Chevillon à prendre ces trajectoires originales. L'ours, lui, aura servi de prétexte. "Ça aurait pu être le brouillard du pays de l'isard, ou du gypaète !", s'amuse l'éleveur ariégeois. Un choix qui ne relève pas du pur hasard. "Philosophiquement, je ne distingue pas les animaux nuisibles des autres. Oui, je suis partisan de la réintroduction de l'ours", précise-t-il. Se servir de l'image de l'ours est donc "une façon de se positionner dans le débat", souligne Alain Perret, producteur de Pé Descaous. Et la cible de ces produits se "recrute" dans les réseaux pro-ours de Toulouse, de Montpellier ou encore de Bordeaux. Du militantisme, mais pas à n'importe quel prix. Car ces labels font vivre, aussi. Francis Chevillon : "Avec le brouillard du pays de l'ours, j'ai dou-

Le plan ours laisse espérer "une potentialité forte de développement autour de cet emblème pyrénéen", avait affirmé Nelly Olin, ministre de l'Écologie. Pour faire accepter au plus grand nombre les réintroductions, l'accent est mis sur l'aspect économique. Vœu pieux ou réelle aubaine ?

blé mes revenus. Je vends la viande plus cher et j'ai moins de charges...". L'ours peut rapporter et il coûte peu. Michel Lespinasse, propriétaire de l'auberge de Castelvieilh et adhérent de l'ADET : "Ma seule obligation vis-à-vis de cette association est de composer un 'repas de l'ours'. Chaque plat doit comporter un ou plusieurs aliments traditionnels de l'ours".

Pourtant, impossible de chiffrer l'influence réelle de ce marketing, selon Michel Lespinasse. "Les touristes n'expliquent pas leur venue par la présence de l'ours. Mais ils posent de plus en plus de questions à son sujet : 'Où peut-on en voir ?', 'Que faut-il faire quand on se trouve en sa présence ?', etc."

Ces professionnels du tourisme espèrent davantage un effet à long terme. "Peut-être que le retour à un tourisme nature poussera les acteurs publics à mieux entretenir les sentiers de randonnée", expose le restaurateur dans un soupir. L'utilisation de l'image de l'ours demeure un pari risqué dans un contexte peu favorable à ce type de démarche. La prudence reste de mise. À L'Escalette, bar-restaurant de la commune d'Herran, Christian et Christiane, les propriétaires, utilisent le set de table "pays de l'ours" de l'ADET. Mais pas question d'afficher plus précisément leur position sur l'ours. "On a le cul entre deux chaises", se défend Christian, "nous avons parmi nos clients des pro-ours comme des anti-ours. Et tout ce monde boit l'apéro ensemble. Chez nous, le débat reste à la porte du bar." Un équilibre parfois très précaire, selon Francis Chevillon : "En ce moment, dire que tu es favorable à la présence de l'ours est risqué. Tu reçois



Le fromage de brebis Pé Descaous (en haut, à droite), fabriqué en Béarn, a permis à Alain Perret (ci-dessus, à gauche) de trouver un nouveau débouché pour son troupeau (ci-dessus, à droite). Quant à Francis Chevillon (en haut, à droite), son brotard élevé dans l'Ariège bénéficie du label "pays de l'ours".

des coups de fil anonymes. Certains dossiers de subvention disparaissent...". Chez les Perret, la discrétion est la règle. "Dans les vallées, les réintroductions sont très mal acceptées. En vallée d'Ossau, plus personne ne produit de Pé Descaous. Les panneaux qui indiquaient les points de vente étaient régulièrement détruits!" Les résistances et pressions touchent également les activités dérivées de la présence du plantigrade. Annick Coron, éleveuse de patous dans les Pyrénées, est amère. "On aurait pu penser que les réintroductions d'ours entraîneraient une augmentation de la demande de ces chiens de protection des troupeaux. D'autant plus que des subventions à l'achat avaient été mises en place." Selon elle, il n'en a rien été. "Les éleveurs assimilent ces soutiens financiers à de l'argent sale! Nos ventes n'ont absolu-

ment pas augmenté." Mais, au-delà même de ces réactions de défiance vis-à-vis de tout ce qui touche le plantigrade, les freins au développement d'un "marketing ours" tiennent à la personnalité et à la rareté de cet animal. Daniel Oulie, accompagnateur en montagne: "En quarante ans passés dans le massif, je n'ai jamais vu l'ours. Comment voulez-vous qu'on organise des randonnées autour de lui?". Et à ce motif s'ajoute le respect d'une certaine forme de déontologie. "Si je savais où un de ces animaux se trouve, je ne le dirais sûrement pas!", ajoute le montagnard. Une difficulté contournée par Christelle Saves, accompagnatrice et naturaliste. Elle est membre de l'association Apatura: "Concernant l'ours, nous sommes confrontés à des demandes très consumeristes de la part des touristes. Notre démarche est tout autre. Nous nous interdisons de suivre les traces des ours. Plutôt que de vendre le fait de voir l'ours, nous proposons d'apprendre à le connaître, lui et son biotope". La demande existe et le marché semble porteur. Une façon, peut-être, de réconcilier le marketing avec la nature et le tourisme pyrénéen avec le développement durable. ■

Réactions

Entre les pro et les anti, chacun y va de son commentaire pour essayer de justifier sa position et de convaincre si possible...

Pour « L'ours aide à la biodiversité, et les statistiques parlent en sa faveur »

CATHERINE LACROIX,
Éleveuse et bergère à Barjac (09)

L'ours a permis d'aider les bergers

L'ours a permis à tous ceux qui n'étaient pas bergers de prendre conscience de notre métier. Depuis 1996, on compte plus de bergers. Ils sont déclarés, ont une protection sociale, leurs salaires ont été revalorisés grâce aux aides du plan ours. Un autre aspect important est d'avoir une gestion des pâturages pour éviter de "surpâturer". Je mets 900 bêtes en estive sur le Valier avec un berger et trois chiens de protection. Cela suffit. Nous avons eu une seule prédation depuis 1996. Mais c'est vrai que, sur les zones accidentées des Pyrénées, il faut compter un berger pour 300 bêtes. Les pertes dues à l'ours représentent moins de 0,1 % d'après les chiffres du suivi de l'association Fenus. Les éleveurs reconnaissent perdre en moyenne chaque année 3 % de leurs bêtes. Ainsi, sans l'ours, j'ai toujours beaucoup de brebis qui meurent pour des tas de raisons : maladies, dérochements, prédatons...

GÉRARD CAUSSIMONT,

naturaliste, président du FIEP (Fond d'intervention éco-pastoral)

L'ours aide à la biodiversité

Conserver l'ours sauvage dans les Pyrénées, c'est maintenir des espaces forestiers diversifiés indispensables à toute la faune pyrénéenne, qu'elle soit chassée ou non. L'ours est un indicateur de la biodiversité à tous les étages. Il utilise à lui seul tous les autres milieux indispensables à toute la faune, aux diverses saisons : des fonds de vallée aux pâturages supraforestiers en haute montagne jusqu'à 2 000 m d'altitude. D'autres espèces d'animaux, de plantes moins connues, moins emblématiques, bénéficient ainsi d'une protection induite par la conservation de l'ours. Nous appelons toujours le ministre à mettre en place, en Béarn, une structure de concertation qui permettra de reprendre le dialogue entre les diverses parties concernées et de respecter le contrat prévoyant le lâcher de deux femelles. Afin de remplacer les deux ours tués en 1994 et 2004 ! Pour avoir une population viable d'ours le long des Pyrénées, c'est-à-dire durant cinquante ans, il faudrait au moins six femelles dans les Pyrénées occidentales et trois dans les Pyrénées centrales pour doubler la population en trois ans et arriver à trente ours sur l'ensemble des Pyrénées. L'ours est le symbole de la nature pyrénéenne sauvage menacée. Sauvons-le.

MARIE-LISE BROUEILH,

présidente du syndicat de l'AOC Barèges-Gavarnie
Incompatible avec la présence de l'ours

Le syndicat des éleveurs de l'AOC Barèges-Gavarnie regroupe une trentaine d'éleveurs et un cheptel d'environ 4 000 têtes. Ce serait criminel et stupide d'imposer à nos troupeaux le parquage nocturne. Pour ces agriculteurs, le savoir-faire acquis au fil des siècles par leurs ancêtres afin de produire une viande aujourd'hui certifiée est totalement incompatible avec la présence de l'ours. Impossible de parquer des bêtes qui recherchent la fraîcheur nocturne pour dormir librement, difficile de protéger les brebis et agneaux des attaques des ours... Ça fait deux cents ans que nos ancêtres ont chassé les ours d'ici. Ils n'ont plus leur place dans nos montagnes. Sinon, nous aurons les moyens de nous débarrasser de ces grands prédateurs.

JEAN LASSALLE,

député de la vallée d'Aspe (64)

Une réintroduction sans concertation

Moi, je pense que la réintroduction doit être un acte d'amour pour les Pyrénéens jouent leur rôle de plein vouloir. Or aujourd'hui, c'est un viol. Cela ne fera que recréer des luttes, des combats interminables entre frères pyrénéens. Le dossier ours est un dossier où on ne s'écoute plus. Cela me rappelle le CPE. Il n'y a pas eu de concertation. Et le poids de la rue a obligé le gouvernement à le reculer. Mais les Pyrénéens ne pèsent rien. Pour faire bonne mesure, on compare cette réintroduction avec les ours dans les Cantabriques, en Espagne, et ceux dans les Abruzzes, en Italie. Il faut savoir que Franco et Mussolini avaient nettoyé ces régions de leurs habitants par peur de représailles de guérilleros. Avec le travail fait avec l'IPHB (Institution patrimoniale du haut Béarn), on avait réussi à instaurer une discussion et une cohabitation depuis près de quinze ans.

Contre « On chasse l'ours depuis 200 ans. Pourquoi le réintroduire ? »

1^{er} avril 2006

Des manifestants anti-ours de l'Association pour la sauvegarde du patrimoine d'Ariège-Pyrénées expriment leur colère en sacquant le village d'Arbas (31). Cinq plaintes seront déposées.

25 avril 2006

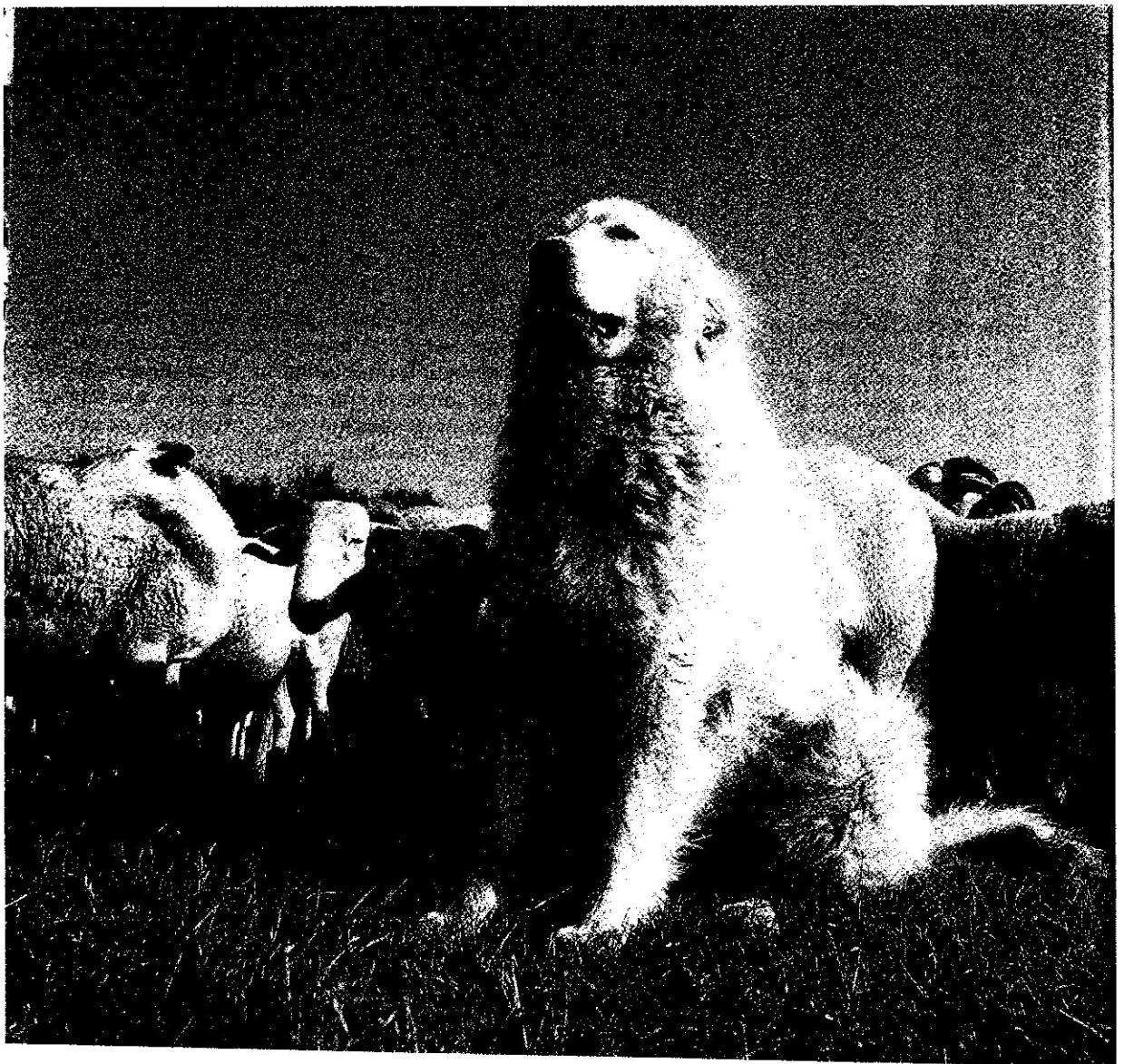
À 22 h 40 : Palouma, une ourse slovène de 3 ans et demi et 83 kg, découvre son nouveau territoire pyrénéen sur la commune de Burgalays (31), sur les pentes du Burat.

28 avril 2006 à 10 h 9

L'ourse Franska, 6 ans, 110 kg, est relâchée dans le plus grand secret à Bagnères-de-Bigorre.

17 mai 2006

Quatre jours après le lâcher des éleveurs anti-ours à Bigorre, Hvata, une ourse de 10 ans et 100 kg, est lâchée à Arbas (31).



Avec le retour de l'ours dans les Pyrénées, le patou, véritable emblème du massif, a retrouvé ses fonctions de gardien de troupeau. Ce chien robuste est élevé avec les agneaux afin d'intégrer très tôt son rôle de protecteur.

« Si le dialogue ne s'instaure pas, l'ours risque de voir arriver un superprédateur très en colère »

repères chronologiques

2 mai 1997

Pyros, un grand mâle slovène de 235 kg, fait ses premiers pas dans les Pyrénées centrales. Ces trois réintroductions sont accompagnées de financements européens en faveur de mesures de protection des troupeaux.

29 septembre 1997

Melba, accompagnée de ses deux oursons, Boutxy et Caramelles, croise le chemin d'un chasseur. Celui-ci, effrayé, abat la femelle slovène. Les deux oursons survivront.

25 juillet 2004

Après des ravages sur les troupeaux du Pays toy, l'ours autochtone Papillon est retrouvé mort de vieillesse près de Luz-Saint-Sauveur.

1^{er} novembre

L'ourse Cannele, femelle de souche néenne, est abattue par un chasseur sur la commune d'Urdos (64).

(SUITE DE LA P. 48)

lâcher sont déterminés tardivement : Arbas, Burgalays et Luchon dans la Haute-Garonne, Bagnères-de-Bigorre dans les Hautes-Pyrénées. Avec plus de la moitié du budget 2005 (1,2 million d'euros) consacrée à l'accompagnement pastoral, la somme augmente mais le pourcentage diminue en 2006 (815 000 euros sur un budget de 1 863 000 €, soit 43 %, en décomptant les frais techniques engendrés par la réintroduction) (2). Le financement des mesures de protection (patous, clôtures électriques) est reconduit. Le plan renforce également les incitations au gardiennage permanent et au regroupement nocturne. Les équipements en moyens de communication et le portage de matériel sur les estives peuvent être indemnisés. Les éleveurs qui le demandent reçoivent aussi 385 € par mois et par berger (770 € s'il y a un regroupement nocturne quotidien). La réelle nouveauté du plan 2006 réside dans la possibilité d'établir un diagnostic de vulnérabilité des estives. En accompagnant les diagnostics pastoraux déjà existants, cette mesure doit apporter une aide technique supplémentaire. Mais pour cela il faut collaborer avec les fédérations pastorales, dont certaines sont franchement opposées au plan de réintroduction. Outre l'accompagnement pastoral, le travail de suivi technique de l'espèce est primordial. Il permet de mieux connaître les habitudes et les déplacements de chaque ours. Le suivi indirect continue, et l'équipe technique ours devrait s'agrandir pour passer de neuf à douze personnes. Les ours slovènes seront également équipés de deux appareils télémétriques avant d'être relâchés : un émetteur VHF dans l'estomac et un collier GPS/GSM. Le premier doit permettre la localisation

rapide de l'individu, le second indiquera les déplacements de manière précise. Les nouveaux venus seront suivis en permanence durant les deux premiers jours après le lâcher, puis ils seront localisés une fois par jour pendant deux mois. Après ce délai, le contrôle s'effectuera trois fois par semaine jusqu'à la fin de vie des émetteurs (environ un an). Le reste des mesures de la réintroduction 2006 portent sur une meilleure communication autour du plantigrade. Publication d'informations hebdomadaires, interventions dans les écoles et valorisation économique sont au programme. Le but est également de renouer le dialogue avec éleveurs et chasseurs. Un dialogue nécessaire, faute de quoi le prédateur ursin devra bientôt affronter un superprédateur en colère. ■

(1) Communication du ministère de l'Écologie le 13 janvier 2005.

(2) Tout le plan de réintroduction est téléchargeable sur Internet : www.ours.ecologie.gouv.fr

LE LENT RETOUR DES PATOUS L'utilisation de la race "montagne des Pyrénées" est très ancienne. Pratiquement disparu du massif avant 1995, le patou redevient nécessaire sur la chaîne grâce à la première réintroduction d'ours. Depuis cette date, cent soixante-quatorze chiens ont été placés chez des éleveurs, mais seuls soixante-cinq d'entre eux sont montés en estive en 2005. Certains sont morts entre-temps, d'autres sont trop jeunes, mal dressés ou tout simplement pas acceptés par des éleveurs lors d'estives collectives. Le ministère de l'Écologie paie 763 € par chien placé (somme forfaitaire) et une aide supplémentaire de 305 € par chien utilisé sur les estives (par an). Le coût total des indemnisations approche les 225 000 €. Il faut y ajouter l'équivalent de deux temps pleins sur l'année pour les techniciens pastoraux (un mi-temps en plus pour 2006). Malgré une forte augmentation, l'utilisation du patou reste très faible (trente-cinq estives concernées sur toute la chaîne en 2005). Les éleveurs le rejettent principalement parce qu' "avoir un patou, n'est accepter l'ours", mais aussi pour des problèmes de dressage ou de contraintes supplémentaires.

Fin 2004

La population d'ours dans les Pyrénées est estimée entre quinze et dix-huit individus.

2005

Serge Lepeltier, ministre de l'Écologie, décide de poursuivre le renforcement de la population ursine. Il s'agit surtout de réduire les risques de consanguinité pouvant mener à une dégénérescence de l'espèce. Il envisage de réintroduire quinze ours, dont cinq à l'automne 2005. L'objectif est d'atteindre trente individus sur le massif d'ici à 2008.

Mars 2005

Un sondage IFOP pour l'Adet-Pays de l'ours révèle que 62 % des personnes interrogées vivant sur le massif pyrénéen sont favorables à de nouvelles réintroductions.

touristes en ballade dans la montagne non plus, c'est pas mon truc, mais je n'y suis faite aussi.» Catherine Brunet s'est habituée à tout. Elle a du caractère. Il en faut pour combiner l'élevage et le militantisme pro-ours dans un pays régulièrement fréquenté par Bouleux qui tue des brebis, casse les ruches de sa voisine, fait fuiter les chiens la nuit et la pousse à chanter le soir. Il lui en faut aussi pour partager avec Olivier, un éleveur voisin, les 2 000 hectares d'estives tous au montagne à la saison des transhumances. Olivier est un militant antours de la première heure. A la saison d'été, ses chiens gardent la Contadération paysanne, qu'elle partage avec lui. Tant qu'à faire, elle s'est aussi habituée à partager sa vie avec Arsène, qui se range dans le camp des antours. «Il ne peut pas faire autrement, l'accuse Catherine. Tous nos voisins sont ant!»

Arrière
Foly
Simplé

peut défendre la vie sauvage. Graham, le vétérinaire, qui dit «ne rien comprendre à ces histoires d'ours», résume Catharine. «C'est pour tout dire, ça n'est qu'une bête de plus dans la montagne. Quand il est derrière les brebis dans les estives, il n'est plus dans le vrai.» Mais les chiens n'y sont plus non plus. Ils sont avec les troupeaux, ils sont à l'aise, ils sont les seuls à se battre avec les ours. «Il faut accepter la vie telle qu'elle est. Sans cela, il n'y a plus de Pyrénées.» Elle ne conçoit pas qu'on puisse ne pas comprendre que «la nature est un tout, et pas seulement le bien des éleveurs». Didier la

Arrière, elle des extrêmes, un boucher de Tharsson et Catharine chez Nelly Olin. Il faut être boudin à la manière et le troupeau n'y suffit pas toujours. Malacoste vit à la frontière franco-italienne, phibitrusque. Français, russes, même. «On va se construire un pays, ça va être encore Catharine, à l'ère de la police, les brebis qu'on se fera une règle de base. Voilà, à ans, le dernier des trois enfants, peuplé une mixture au savon de Marseille pour laver les brebis avant la transhumance. Avant, on leur passait un produit chimique espagnol pour les débarrasser de la gale. C'est plus malin, ça. Ça va être pour aller à la nature, dit-elle. Pour le respect de ce qui nous entoure.»

Un luxe écologique ?

Catherine voudrait être naturellement écologiste, en quelque sorte. Elle aurait préféré un âne pour transporter le matériellement des bergers l'été sur les estives. «Mais c'est trop dangereux sur certaines zones», explique-t-elle. Il y a 1 400 mètres de dénivelé entre la route dans la vallée et les estives. Du coup, le bois, la sécurité, la culture du bœuf et les crochets de ses chiens y sont héloportés. Elle trouve que c'est plus pratique, tout compte fait. Elle, qui ne veut pas être qualifiée de jardinière comme la formation des chiens de troupeau patou ou les clôtures électriques des estives, est financée par la direction régionale de l'Environnement - non par le ministère de l'Agriculture. Elle préférerait que le pastoralisme soit considéré comme une activité économique créatrice de richesse plutôt que comme un luxe écologique. «Il existera bientôt un office pour les éleveurs, comme il existe un département des affaires indiennes aux USA», répond, moqueur, un fonctionnaire pro-ours de l'Environnement. Le paysanne du hameau des Centraus a le sourire défait: «Même au ministère de l'Agriculture, ils nous disent que l'élevage en montagne, de toute façon, ce n'est pas rentable.»

«L'ours, ce n'est qu'une bête de plus dans la montagne.»

Catherine Brunet, éleveuse de brebis, relate sur le projet de parc fermé pour les ours que viendraient visiter les touristes. «Mais tu te rends compte de ce que ça va être? réagit Catherine. Des bêtes sauvages enfermées pour que les brebis puissent aller en toute liberté dans la montagne. Mais où va le monde des éleveurs? Il marche sur la tête.»

«Ça lui apprendra à être ant!»

Les brebis sont vaccinées, Arsène les marque d'un fraîble. Didier enquête leur numéro d'identité. Le chat de la maison a disparu le reste de la semaine sur la table de la terrasse. Catherine regarde ses malfa dans son bureau. Elle travaille à mi-temps pour le compte du ministère de l'Ecologie, en tant que coordinatrice de l'Association pour la cohabitation pastorale (ACP). Ce qui lui a valu de retrouver parfois sa voiture les quatre pneus crevés ou tagués du mot «écologie». Arsène ne commente pas. Lui-même n'est pas toujours au mieux avec les opposants à l'ours. Il a accepté les financements du même ministère de l'Ecologie pour s'équiper en chien de garde patou. «Les anti pensent qu'accepter cet argent revient à se prosterner», se désole sa compagne. Catherine



«C'est là, je viens de travailler au Super U de Tharsson-sur-Ariège», corrige la jardinière, Catherine Brunet n'enjoye rien. Elle raconte sa vie telle qu'elle l'a vécue. Elle milite pour la présence de l'ours dans les Pyrénées. Oui, mais elle peut avoir la trouille aussi. Le chemin sous la forêt qui amène au hameau n'est pas carrossable, sinon pour les tracteurs, à peine pour les 4x4. Il



Signer (Arlégo) envoyé spécial

Lesi passé juste là, au-dessus du muret, derrière la cabane. Il a aussi ravagé les ruelles de Dormintique, plus bas, à Embessad. Mais bon... Catherine Brunet enfle ses sabots de jardin et remonte ses lunettes sur le nez. Plus que tous, c'est le gypaète barbu qui l'ennuie: «Pas moyen d'avoir une basse-cour avec ce race-là. Il bouffe tout, les poussins et les ca-

netons. Faut construire un poulailler.» L'éleveuse de brebis est frustrée de ne pas pouvoir élever de la volaille. Elle se baisse sur son semis de radis pour arracher une mauvaise herbe. Elle se relève, la main gauche sur les reins, l'autre qui décrit un arc de cercle montant vers les chênes, puis les mélèzes, puis les rhododendrons sur les alpages des sommets: «Et pourquoi

est-ce qu'il n'aurait pas sa place, Yours, dans toute cette montagne?»

Signer, village encaissé à 10 000 mètres d'altitude sous le pic du Taichou. Des pieds de tomates dans le potager de Catherine et une maison de bois posée au-dessus de la bergerie, seules constructions habitées du hameau des Centraus. «Oryza un peu d'eau chaude, l'été. Quand le soleil tape sur le

tuva noir qui arrive de la source.» L'hiver, c'est le poêle à bois qui fait l'affaire. Arsène, son compagnon, rentre les 166 bêtes pour la dernière vaccination avant la transhumance. Il rit: «Le matin en janvier, il fait -10 °C! ». Elle lève les yeux au ciel: «Y a que trois mois de neige et puis c'est le printemps...» D'ailleurs, un pétunia a déjà mis ses fleurs sur la terrasse à l'entree. «Non,

■ DÉCOUVERTES

L'ours qui cache

la forêt

Et chez nos voisins ?

Au début du **XIX^e** siècle, plus de 150 ours batifolaient dans les Pyrénées. Au moment de l'introduction de Mellba, de Ziva et de Pyros, en 1996 et 1997, ils ne sont plus que sept ou huit. Aujourd'hui, la chaîne abriterait de 14 à 18 individus. Le plan Ours prévoit l'arrivée de cinq nouveaux spécimens slovénes, dont deux ont déjà été remis en liberté. L'Italie, l'Autriche et l'Espagne renforcent également leurs populations d'ours. De 25 à 30 descendants de trois ours relâchés entre 1989 et 1993



Chasse à l'ours en Roumanie.

crapahutent dans les Alpes autrichiennes, tandis que l'Italie en a réintroduit une dizaine entre 1999 et 2002 dans le Trentin. Par ailleurs, les Abruzzes en comptent une soixantaine, d'un modèle plus petit. Quant à l'Espagne, outre les Pyrénées, elle en héberge de 105 à 130 dans les Cantabriques. ●

La réintroduction du plantigrade dans les Pyrénées déchaîne les passions des pro et des anti. Et si les problèmes des éleveurs étaient autres ?

De notre envoyée spéciale

C'est à l'oreille qu'on les devine. Sonnaillles et clarines tintent au col des brebis tondues de frais, égaillées dans la prairie à l'aplomb d'Ax-les-Thermes (Ariège). Plus haut, quelques névés s'attardent au flanc de l'ubac. Bientôt, les agneaux et leurs mères rejoindront les sommets en longs cortèges bélants, guidés par les chiens de Vincent Gleizes. Vincent, c'est l'homme qui a vu l'ours. Deux fois. Et pas au fond d'un ballon de rouge.

Depuis ces rencontres nocturnes, le plantigrade n'a plus la cote auprès du jeune éleveur d'agneaux bio, néo-montagnard venu à la terre par passion, qui voyait pourtant d'un bon œil la réintroduction de trois plantigrades slovènes en 1996. Las ! en 1997, juste avant de se faire flinguer par un chasseur, Mellba a donné naissance au jeune Boutxy. Et depuis, Boutxy fait des siennes. On estime que ce délinquant juvénile de 200 kilos croque à lui seul la plupart des bêtes restées sur le carreau, 200 à 300 par an indemnisées de 46 à 530 € – une paille en regard des 573 000 ovins qui paissent dans les Pyrénées.

« Regarder les chiffres à l'échelle du massif n'a aucun sens, proteste Vincent Gleizes. Les troupeaux attaqués sont toujours les mêmes, ceux d'Ascou, d'Orgeix ou de Siguer, en Ariège. Et Boutxy fait de gros cartons : 20 ou 30 brebis par an sur un troupeau de 500 têtes, ça fait mal. » L'été dernier, à Aston, le fauve a malencontreusement poussé 160 brebis affolées à se jeter dans un ravin, aggravant encore son cas. « Avec un petit nombre d'ours, le problème peut sembler marginal, reconnaît Gleizes. Mais il faut s'imaginer comment ça se passera quand on en aura une soixantaine, le seuil minimal pour qu'une population soit viable. »

Alors, il n'en veut pas, des cinq slovènes qu'on prétend lui imposer de Paris. Et il n'est

pas le seul : comme lui, plus de 1 000 personnes ont déjà adhéré à l'Association pour la sauvegarde du patrimoine d'Ariège-Pyrénées (Aspap), fondée au début de l'année pour faire échec au plan Ours.

Dans un monde simple, il y aurait, d'un côté, les gentils, de l'autre, les méchants. Chacun porterait sur le front une étiquette indiquant son appartenance au camp des bouseux à front bas et béret crasseux ou à celui des écolos évaporés carburant au mythe d'une nature réensauvagée. Or la réalité se révèle un poil plus complexe. Non, les anti ne sont pas les mauvais éleveurs sans scrupules, abandonnant leurs troupeaux sans surveillance, qu'on dépeint souvent. Oui, la présence de l'ours pose de réels problèmes de sécurité à certains troupeaux. Non, les mesures de protection ne sont pas toujours suffisantes pour s'en prémunir. Oui, elles sont néanmoins efficaces dans la plupart des cas.

Bientôt le loup ?

Mais, de Bagnères-de-Bigorre à Luchon, de Burgalays à Ascou, insultes et calomnies volent bas, dans les deux sens. Au point que certains parlent déjà de jacqueries. En tête des insurgés, l'éleveur Philippe Lacube, porte-parole de l'Aspap, se verrait bien raviver la « guerre des Demoiselles », cette bataille montagnarde qui fit la vie dure aux suppôts de Charles X, prétendant, en 1829, réformer l'administration forestière. A l'époque, on se déguisait en dame pour faire le coup de force. Aujourd'hui, c'est à visage découvert, voire en écharpe d'élu, qu'on s'en prend aux mairies, comme à Arbas (Haute-Garonne), le 1^{er} avril.

A croire que l'ours cache (mal) la forêt des difficultés de l'élevage ovin. « Le malaise est profond, diagnostique Catherine Brunet, éleveuse et membre du bureau de l'Association pour la cohabitation pastorale (ACP).

L'ours Boutxi et l'obscurantisme ariégeois

L'ours, il est vrai, nous dérange. Je dis nous, parce que je suis conjointe d'éleveur-berger en zone de présence avérée de Boutxi. Pour certains c'est le diable en personne, alors que pour d'autres qui ont pu le voir, le mot « tranquille » revient à chaque fois. Ce mot a été employé par deux des trois personnes que je connais et qui l'ont vu sur notre estive.

Notre berger, en 2004, ayant entendu les patous (chiens de protection, de race montagne des Pyrénées) aboyer, s'est trouvé à près de cinq mètres de lui et l'ours s'est enfui, ayant pris peur de sa torche. L'année dernière, j'ai rencontré un pêcheur qui a pu l'observer pendant plus d'un quart d'heure. Il en a profité pour appeler ses amis au téléphone pour leur faire part de cette « vision ». Un autre pêcheur et chasseur a pu admirer le travail des patous pour éloigner l'ours du troupeau...

Dans la vallée Siguer où nous sommes installés depuis 1994, depuis trois semaines Boutxi vient régulièrement voir si le « garde-manger » est accessible. Nous le savons car les nuits où nos patous n'ont pas arrêté d'aboyer (nous habitons au-dessus de la bergerie), le lendemain des constats de dégâts sur ruchers non protégés contre l'ours ont été effectués, dont un à moins de 150 m de la bergerie.

Dans notre vallée on trouve des élevages professionnels et amateurs d'ovins, de bovins, d'équins, d'abeilles. Certains ont anticipé l'arrivée de l'ours, d'autres ont

BILLET Menou

Joli mois de mai

En tout agriculteur un poète sommeille. Virgile et Ovide ne me contrediront pas, ni les agréables poèmes qui, régulièrement, viennent agrémenter le courrier des lecteurs ! Vous comprendrez donc que le joli mois de mai me rende quelque peu bucolique...

Car le mois de mai est celui de l'équilibre, de l'émerveillement et de l'espoir. Émerveillement devant l'éveil de la nature, alors que chaque herbe se change en fleur, chaque arbre se remplit de chants et que la pluie n'est plus que douceur et tendre fécondité. Équilibre des températures, ni trop chaudes ni trop froides, malgré quelques écarts de caractère qui masquent un sourire derrière un coup de mauvaise humeur.

Espoir des fruitiers dont on veut croire qu'ils tiendront ce qu'ils promettent, espoir devant des récoltes qui, tous les jours, rattrapent ce que les dernières gelées

avaient contrarié, espoir devant les jardins qui s'appêtent à exploser de la beauté opulente des pivoines, des iris et des roses. Espoir aussi dans les troupeaux où, à peine né, l'agneau gambade déjà dans sa joie de vivre.

Le plus beau des mois est aussi celui des mères, qui portent toutes les joies, les beautés et les tendresses du monde, celui aussi de la Mère du Plus Grand Espoir, patronne de tant de nos villages. Joli mois de mai pendant lequel se prépare toute l'année qui vient, pendant lequel tout au long des longues journées nous courons derrière le temps, mais où tout paraît possible parce qu'il fait bon, que l'hiver est fini, parce que le vent léger nous apporte selon nos régions le parfum du seringat et de la rose, de l'oranger et du foït coupé, parce que tout nous paraît bon et que l'on se sent bien. N'en perdons pas un jour... il est bien trop court ! ■

attendu d'avoir des dégâts pour se protéger, d'autres espèrent qu'« il » ne viendra pas chez eux et, pour terminer, certains refusent le principe de se protéger et préfèrent se battre contre Boutxi... et l'ours en général.

Nous savons, par expérience, que seul le couplage homme-patou ou clôture électrique-patou permet une protection efficace maximum contre l'ours.

Pourquoi certains éleveurs, alors qu'ils ont été indemnisés plusieurs années de suite pour des dégâts d'ours sur leurs troupeaux, s'entêtent à refuser de mettre en place les moyens de protection, pourquoi font-ils courir des contrevérités ?

Pour eux les mesures ne sont pas adaptées à leurs estives

(ils refusent d'essayer), le gardiennage fait maigrir le bétail (pourquoi le métier de berger existe-t-il alors ?), il faut un patou pour 80 brebis (dans les exploitations, un patou par lot suffit. En estive, deux, maximum trois, pour 800 brebis, peuvent assurer une protection efficace)...

Devons-nous avoir peur de l'ours Boutxi ?

Oui, il faut avoir peur de l'ours, comme on peut avoir peur de traverser un troupeau de vaches avec des veaux, de traverser un pré avec des béliers, taureaux, étalons, comme on peut avoir peur de rencontrer une laïe avec ses marcassins, solitaire... Il faut réapprendre que tout animal est potentiellement dangereux, qu'il soit domestique ou sauvage. Pourquoi être étonné de voir

Boutxi s'approcher de nos maisons quand on connaît comment le bois a envahi nos villages, nos prairies de montagne ? Alors comment faire pour qu'il ne s'approche plus ? Lui tirer des sus ou « réintroduire » (réinstaller) de nombreux éleveurs dans les villages de montagne, avec des moyens de protection bien entendus. Paradoxalement, l'ours permettrait un développement pastoral nécessaire (...). Éleveurs d'utilité publique nous deviendrons.

A nous de choisir la solution qui nous semble la plus durable, pour les villages, les éleveurs, l'environnement. Certains élus agricoles ont boycotté les réunions de concertation et refusent d'avoir de vrais débats sur la coexistence élevages/faune sauvage.

Certains élus locaux continuent la peur en refusant de diffuser des prospectus d'information sur l'ours, le patou, les moyens de protection.

Monsieur Bonrepaux, en tant que président du conseil général, refuse de mettre en place un comité départemental de gestion de l'espace pastoral et montagnard qui existe dans d'autres départements et qui permet d'échanger avec tous les acteurs de l'espace montagnard des problématiques rencontrées.

La réunion de préparation de la « commission dégât ours de l'Ariège, où sont validés les dégâts douteux, seule Fédération pastorale (qui a ses bureaux au conseil général), est représentée par des éleveurs qui refusent d'utiliser les moyens de protection alors qu'une autre association d'éleveurs bergers défendait les moyens de protection a demandé de participer (...). ■

Catherine Brunet
(Ariège)

ASSOCIATION COHABITATION PASTORALE

Ni pour, ni contre, mais avec l'ours...



Et oui, on le sait bien, il est aujourd'hui de plus en plus difficile, dans quelque domaine que ce soit, et particulièrement sur des sujets aussi passionnés que l'Ours, d'avoir une position qui ne soit pas purement manichéenne. On est POUR, ou on est CONTRE, mais on ne transige ni ne discute pas.

Et bien si, justement, on peut discuter, et nous avons trouvé des paysans qui refusent la confrontation du " Je suis éleveur, donc je suis Contre l'Ours " et du " Je suis Ecolo, donc je suis Pour l'Ours ".

Voici donc aujourd'hui la position peut-être la plus raisonnable du moment, mais que, curieusement, on entend peu, peut-être justement parce qu'elle est trop censée, et qu'il n'est pas porteur, ou pas tendance, de faire dans la nuance !

La parole est donc à Mme Catherine Brunet, éleveur d'ovins en Haute Ariège, représentant l'Association pour la Cohabitation Pastorale. Cette association, représentée sur l'ensemble de la chaîne pyrénéenne, compte aujourd'hui une petite centaine d'adhérents, dont précise mon interlocutrice, 80 militants. Elle est essentielle-

ment composée d'éleveurs, de bergers, et d'apiculteurs. Alors quelle est la position de ces agriculteurs qui refusent donc, et avant tout, la fausse confrontation Ecolos - Eleveurs ?

Une nécessité absolue

Prenons l'information à la source, avec l'éditorial du journal de l'ACP (N° 6 de juillet 2005) " *Un autre écho de la montagne* ", qui débute par ces mots : " *Les éleveurs et les bergers doivent-ils se positionner sur la sauvegarde de l'ours brun des Pyrénées ? Les membres du bureau de l'ACP ne le souhaitent pas.* "

Cette position, qui tranche avec les avis définitifs des uns et des autres, découle du constat que l'agriculture de montagne et le pastoralisme n'ont pas attendu la réintroduction des ours pour connaître des difficultés, et, en tout état de cause, que la question n'est pas (ou plus) d'approuver ou de combattre cette décision, éminemment politique, mais de faire avec. La mise en estive des troupeaux a toujours été une nécessité absolue : il convenait alors, l'été, de libérer les terres des plaines pour faire les foin et assurer ainsi la nourritures des bêtes pour l'hiver. On pratiquait tout naturellement la transhumance vers la montagne, sous la conduite d'un ou plusieurs

membres de la famille qui assurait le gardiennage. Le problème est que depuis quelques décennies, les agriculteurs n'ont plus les moyens d'assurer cela : les enfants font des études, quittent la ferme et le paysan, seul, accaparé, entre autres, par les travaux de ténaison, ne peut plus assurer ce gardiennage. Et puis, et surtout, les petites exploitations disparaissent, la taille, des troupeaux augmente, et il devient extrêmement difficile de les garder. Les dégâts dans les troupeaux sont très importants, et cela, bien avant même la réintroduction des premiers ours slovénes !

Quand on lui demande de déterminer les causes de cette situation, Catherine classe les prédateurs selon l'échelle suivante (par ordre décroissant)

* 1 - La politique agricole qui favorise les grandes exploitations extensives et condamne les petites paysans, en particulier en zone de montagne

* 2- Les chiens divagants qu'ils appartiennent aux touristes ou aux agriculteurs eux-mêmes

* 3 - Les grands prédateurs tels l'ours et le loup.

Actifs et réalistes

On le voit, l'ours est classé en dernier ! En fait il convient, selon mon interlocutrice, de

revenir aux méthodes du pastoralisme traditionnel avec un berger, aidé par un ou plusieurs chiens de gardiennage type " Patou ". En d'autres termes, réapprendre à vivre en paysan, en harmonie avec la nature et les autres utilisateurs : les forestiers, les chasseurs, les randonneurs, les citadins, et la faune sauvage. " L'ours ne va ni tuer, ni sauver le pastoralisme, mais il peut et doit être un élément moteur, pour les jeunes agriculteurs, en créant une nouvelle dynamique. "

Les militants de l'ACP se veulent actifs, réalistes et surtout constructifs. Ils voient dans cette réintroduction (qu'ils n'ont jamais demandée, insiste Catherine) l'opportunité de remettre en cause le pastoralisme actuel qui ne satisfait personne. Ils veulent une plus grande présence en montagne, pour plus de vie, pour se réapproprier cet espace, dans une optique de développement durable.

Leur souhait : convaincre les éleveurs que l'ours n'est pas l'ennemi, mais qu'il est là et qu'il faut faire avec et que, avant de le combattre, il faut revenir à ce pastoralisme organisé qu'ils tentent de (re)mettre en place.

Mais que l'on ne s'y trompe pas : " En dernier recours, on prendra le fusil ! "

Benjamin Walden

Journal de l'Ariège Vendred 24 Mars 2006

143^e jour de l'année

Le philosophe athénien Aristote enseigna la philosophie à Athènes au IV^e siècle et se convertit avant d'écrire une « apologie » de la religion chrétienne. Les **Aristide** sont sensibles et imaginatifs. **Couleur** : Le jaune. **Chiffre** : Le 4.

Bonne nouvelle!

par Christian Seguin

Du bonheur

Cela pourrait passer inaperçu, mais nous abordons une période de douceur remplie de miel et de chocolats fins. Tout va être entrepris pour installer la fête de vivre avant le printemps prochain. Le catalogue automne-hiver annonce beau temps, coquillages et crustacés. Les salariés nourris aux miettes de tartes aux pommes seront parfumés par une revalorisation substantielle de la prime pour l'emploi. Un chekue-transport quotidienne causée à l'employé par la hausse des carburants, sachant que l'employeur souffre aussi en silence. Vont naître des groupes solidarité-emploi qui iront à pas modestes vers les cages d'escalier des zones urbaines sensibles où sont assis les futurs chômeurs. Les étudiants de basse extraction arrachés au ruisseau pour être confrontés aux études recevront 300 euros afin d'apaiser la plaie de leur pauvreté. La personne, dans l'anonymat de sa solitude, aura droit à plus de services, depuis le rempaillage du géranium jusqu'à la livraison de la purée à domicile. Ceux qui se tiennent éloignés de

D'autres 31 août

- 1928 : Première de « L'Opéra de Quat'sous », de Bertolt Brecht.
- 1937 : Création de la SNCF.
- 1951 : Présentation à Düsseldorf du premier disque 33 tours par la Deutsche Grammophon.
- 1973 : Mort du cinéaste John Ford.
- 1980 : Accords de Gdansk autorisant la création du syndicat Solidarité.
- 1986 : Le paquebot soviétique « Amiral Nakimov » coule en mer Noire après une collision avec un cargo : 400 morts.
- 1986 : Mort du sculpteur britannique Henry Moore.

ENVIRONNEMENT

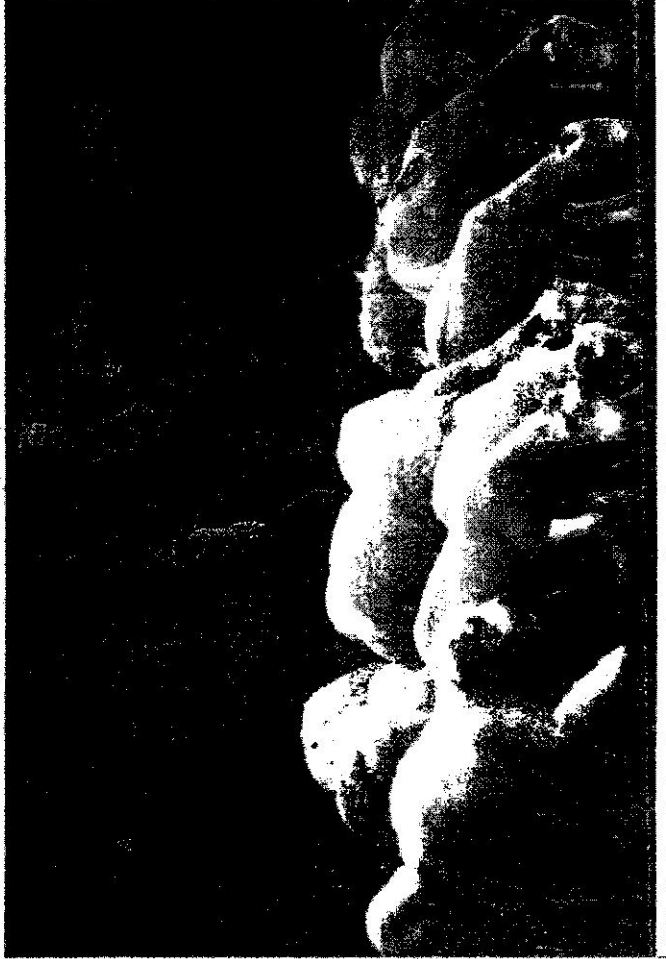
PYRÉNÉES. Alors que la polémique fait toujours rage entre les pro-ours et les opposants, des éleveurs osent affirmer qu'ils étaient favorables aux réintroductions

Catherine aime les ours

• Pierre Verdier

Dès qu'elle parle de son métier, de son troupeau et des ours, les yeux de Catherine s'allument. C'est une vraie passion qui l'habite. Celle de la montagne et du travail bien fait en symbiose avec la nature. Catherine Lacroix, installée à Barjac, dans le Couserans, au cœur du piémont ariégeois, élève avec son mari des bovins à viande et des moutons. Plus précisément des broûtards, ces agneaux nés à la fin de l'hiver, qui passent l'été à brouter l'herbe des estives et sont commercialisés à l'automne (1).

En cette fin août, son troupeau de 260 têtes, brebis et agneaux mêlés, pâture encore là-haut, au pied du mont Valier, sous la surveillance de Francis Chevillon, le berger, et de deux chiens pastous. L'endroit n'est pas très sûr pour les brebis puisque plusieurs ours croisent dans ce secteur très



Catherine Lacroix. Jamais sans son pastou : « Ce sont des chiens extraordinaires »

PHOTO THIERRY DAVID

Ceux qui se tiennent éloignés de l'emploi depuis longtemps, notamment les plus de 50 ans qui pensaient être atteints d'une maladie incurable, verront arriver des gens bienveillants et polis.

Un effort particulier sera également fourni en direction des zones de montagne, dans le but de leur octroyer les avantages du niveau de la mer, sachant qu'il faut vite inverser la tendance de la baisse de fréquentation des stations de sports d'hiver. Il s'agira de rendre la neige plus abordable et abondante. Dans ces parages battus par les vents, on offrira à l'indigène un accès plus rapide à l'Internet. Améliorer le sort des montagnes supposera évidemment de soutenir les plaines en difficulté. Poignées de mains et paroles chaleureuses ajouteront à la liesse générale. C'est pour cela que rien n'est perdu.

ours croissent dans ce secteur très sauvage (2). Alors, chaque soir, Francis regroupe les bêtes, et les chiens se posent pour monter la garde.

« **Courageux** ». Le système est efficace. Pour preuve, c'est en 1996, l'année de l'arrivée de Mellba, Ziva et Pyrhos dans les Pyrénées centrales, que le premier pastou a été mis en place dans cet élevage, et depuis, Catherine n'a connu qu'un seul dégat. « Ce sont des chiens extraordinaires qui délimitent leur territoire et font sentir aux ours, beaucoup moins courageux qu'on ne l'imagine, qu'ils ne doivent pas franchir un cercle invisible, explicite-telle. Ils se fondent dans le troupeau et deviennent en quelque sorte les grands frères protecteurs des agneaux. Le plus difficile est de les dresser, mais nous sommes aidés par des techni-

Catherine Lacroix, jamais sans son pastou : « Ce sont des chiens extraordinaires »

PHOTO THIERRY DAVID

ciens qui mettent les chiens en place et nous conseillent gratuitement. Incontestablement, les pastous n'adent à être pro-ours sans réserve. »

Catherine rit aux éclats. « Vous savez, en ce moment, quand on fait ce métier dans les Pyrénées, il faut être courageux pour affirmer que l'on est favorable à la réintroduction de l'ours. Pourtant, nous sommes six éleveurs, dont deux Ariégeois, à nous être regroupés pour afficher notre position. »

« Je fais de l'agriculture biologique, poursuit Catherine, je me dois donc d'être en harmonie avec la nature, et l'ours peut me faire profiter de son aura d'animal emblématique pour vendre mes agneaux. Je pense que notre démarche est positive et va dans le bon sens aussi pour l'idée que les gens se font des Pyrénées. Refuser

de profiter de l'ours pour mettre en valeur notre montagne, comme je font nos politiques depuis quelques semaines en restant exclusivement à l'écoute des opposants, est incompréhensible. »

Accepter les contraintes. La jeune femme enrage devant le front du refus de la majorité des éleveurs. « Il faut arrêter avec les clichés du genre : ce sont seulement les gens de la ville qui aiment l'ours, parce qu'ils l'idéalisent et le considèrent comme un gentil nounours, sans se soucier des problèmes de cohabitation qu'il nous pose, à nous les vrais montagnards. »

Nous sommes la preuve qu'en acceptant quelques contraintes, on peut vivre en bonne intelligence avec les ours. Mais cer-

ains n'admettent pas ces contraintes. » Pour la jeune présidente de l'association Estives du pays de l'ours, le planigrade fait à nouveau partie du paysage et il faut s'adapter à sa présence. En bas, dans sa ferme de Barjac, elle prépare déjà l'avenir. Sur un pâturage distant de quelques centaines de mètres de l'exploitation, un jeune pastou fait ses premières armes avec une trentaine de vieilles brebis privées de prairies d'altitude. L'été prochain, il sera lâché, au pied du Vallier, pour expliquer aux ours slovénes que ses moutons ne sont pas à consommer sur place.

(1) Estives du pays de l'ours : 05.61.66.86.83 ou www.agneaubroulard.com.

(2) Des ours circulent dans le secteur : Ziva, Caramelle, certains de leurs descendants.

7 MILLIONS DE TONNES DE GAZ CARBONIQUE PAR AN

C'est l'ampleur de la réduction que devra opérer l'Irlande entre 2008 et 2012 pour être en conformité avec le protocole de Kyoto.

terre

006

Faune. Dans les Pyrénées, la réintroduction du chien est encouragée par le gouvernement

Le patou revient dans les pas de l'ours

Bordeaux de notre correspondante

Campé devant l'enclos des brebis, un chiot blanc de 8 semaines aboie face à l'intrus. Il ne connaît pas les caresses, le geste l'effraie. Il recule tout en donnant de la voix, et se blottit au milieu des bêtes. En même temps que l'ours, une autre espèce a fait un retour plus discret dans les Pyrénées: le chien patou. Utilisée pour la protection des troupeaux, cette race 100% pyrénéenne, avait quasiment disparu. On en compte aujourd'hui 66, surveillant les troupeaux qui estivent tout l'été dans les pâturages en altitude.

55 kg et 70 cm de hauteur

C'est pendant cette saison, lorsque les brebis sont moins protégées, et l'ours en quête de nourriture pour soigner sa ligne avant l'hiver, que les risques sont les plus importants. Massif, avec ses 55 kilos et ses 70 centimètres de hauteur, le grand chien blanc veille.

Il a un lien très étroit avec les bêtes. Prêt à aller jusqu'au bout pour repousser les prédateurs. Né dans la bergerie et issu de parents eux-mêmes chiens de protection, le patou passe toute sa vie avec les moutons. Séparé tout jeune de sa fratrie, il grandit seul au milieu du troupeau et reporte son affection sur les animaux. Même les membres de la famille ou les autres chiens sont tenus à l'écart. C'est là que se crée l'attachement du chiot au troupeau, et réciproquement, que les brebis acceptent sa présence. «On voit souvent les brebis venir au contact du chien, le lécher ou lui chercher les puces, s'amuse Maurice Puysségur, jeune éleveur, et relais pour la réintroduction des patous. Le chien finit par considérer les moutons comme son territoire. Il les défendra ensuite tout naturellement.»

Un mode d'éducation fondamental pour la réussite future du chien. Mais dont les Pyrénéens ont perdu l'habitude. C'est pourquoi l'Association pour la cohabitation pastorale gère leur mise en place sur tout le massif. Les chiens font partie des mesures d'accompagnement pour le programme ours, et la struc-



Patou à l'œuvre dans les Pyrénées en 2005.

ture relaie les incitations gouvernementales. Tous n'ont cependant pas attendu ça pour s'équiper: Pascal Cacheux, l'un des animateurs, les utilise depuis 1988. «Quand je les ai pris, c'était uniquement pour lutter contre les chiens errants, les renards et les corneilles, qui font des ravages, en attaquant les agneaux, explique-t-il. C'est un outil très efficace. L'ours remet les chiens au goût du jour, mais ceux-ci ont aussi une très grande utilité face aux autres prédateurs.» Les convertis se désolent de voir le patou devenir un symbole du débat autour du plantigrade. «L'hostilité de certains éleveurs se situe uniquement au niveau de l'image, souligne Maurice Puysségur. On est catalogué pro-ours parce qu'on met un chien blanc au milieu d'un troupeau.»

Réseau d'entraide et subventions

Pour le moment, la présence des chiens reste marginale. Vingt et un ont été achetés l'an dernier, contre huit en 2001. Les bergers bénéficient d'un tarif préférentiel: 321 euros. Pour un chien estimé entre 900

et 1000 euros dans le commerce. Et le gouvernement leur octroie en plus une subvention de 763 euros pour couvrir ces frais ainsi que l'alimentation et la vaccination. «La tradition n'est pas de mettre de l'argent pour un chien, explique Pascal Cacheux. S'il était au prix du marché, personne ne l'achèterait. Les bergers se les sont toujours donnés.» L'association tient donc un réseau d'entraide entre les propriétaires: les met en relations avec des acheteurs. Aucun éleveur de chiens professionnel n'intervient dans le système.

Quant à savoir si le patou est réellement efficace face à l'ours... Certains rappellent que ce n'est qu'un «tit», qui doit s'accompagner d'autres mesures, comme la présence d'un berger, le rassemblement des troupeaux, ou le parcage des bêtes la nuit. Maurice Puysségur, lui, constate que les attaques contre les troupeaux, toutes espèces confondues, ont désormais cessé. «Je ne peux plus m'en passer, j'ai l'esprit tellement plus tranquille.»

LAURE ESP

Energie. L'installation des machines est freinée par les délais de délivrance des permis et la proximité des radars.

Ça tourne presque rond pour l'éolien français

Rafale de bonnes nouvelles pour l'éolien français. Si le rythme d'installation des machines à vent s'accélère, les objectifs de

l'installation (soit plus de quatorze fois ce qui existe. Evidemment, les industriels du vent se félicitent de ces encouragements. A quelques bé-

mis sont instruites, pour une puissance totale de plus de 4600 MW. Entre le 1^{er} février 2005 et le 1^{er} février 2006, 202 permis de construire ont

Les délais se sont allongés en partie à cause de la complexité des débats qui entouraient la loi sur l'énergie, votée en juillet 2005. Au fil des dis-

Météo France - les trois postes de radars en France émettent souvent des avis négatifs quand les éoliennes sont prévues à moins de 20 voi-